

TITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 32. En cas d'infractions aux articles 8 à 10 et aux articles 17 à 27, ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au bateau de pêche peut être retirée pour une période de cinq jours consécutifs au minimum.

La période de retrait de la licence de pêche entre en vigueur le troisième jour suivant celui de la notification du retrait de la licence de pêche par pli recommandé par le Service au propriétaire du bateau de pêche concerné. Pendant cette période le bateau de pêche doit être inactif dans un port de pêche belge. Le nombre maximum de jours de navigation, comme prévus dans l'article 10, est diminué par le nombre de jours de retrait de la licence de pêche.

Art. 33. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche sont recherchées, constatées et punies, conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer ainsi que la loi du 28 mars 1975 relative au commerce de produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 34. Dans l'article 29 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2005 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer le mot « décembre » est remplacé par le mot « janvier ».

Art. 35. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2006, à l'exception des articles 28 jusqu'à 31 inclus, qui entrent en vigueur le 2 février 2006. Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2006, à 24 heures, à l'exception des articles 8, 9, 11, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 31.

Bruxelles, le 26 janvier 2006.

Y. LETERME

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 342

[2006/200219]

12 JANVIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, notamment l'article 6, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 17 octobre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 novembre 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, n° 39.489/4, donné le 19 décembre 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o commission d'avis : la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

2^o décret : décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Art. 2. § 1^{er}. La commission est saisie, sous peine d'irrecevabilité, au moyen d'un formulaire dont le modèle figure en annexe. Le recours est envoyé au secrétaire de la commission d'avis, à l'adresse de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

§ 2. Le recours est signé et comprend au moins les informations suivantes :

1^o les nom, prénom et adresse du requérant;

2^o si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;

3^o les références, l'objet et la date de la décision attaquée;

4^o les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

Art. 3. La participation aux séances de la commission d'avis donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1^o président : 115,20 euros;

2^o membres : 57,60 euros.

Art. 4. Le président et les membres de la commission d'avis bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1^o ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;

2^o ceux qui utilisent leur véhicule personnel ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicable aux agents de niveau A4 de la Région wallonne.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 janvier 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe

Formulaire d'introduction d'un recours auprès de la commission d'avis

Cadre réservé aux services administratifs de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement	
Autorité compétente	
Date d'envoi du recours	
Date de réception du recours à la Division de la Prévention et des Autorisations	
PNA <input type="checkbox"/> Allocation annuelle <input type="checkbox"/> Agrément <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/>	
Références	

Requérant :

.....
Décision querellée (mentionner l'autorité ayant statué) :
.....

Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :

Ministère de la Région wallonne
Cellule AIR
Division de la Prévention et des Autorisations
Avenue Prince de Liège 15 - 5100 Jambes

1. Identification de l'auteur de la requête

Cadre A. — PERSONNE PHYSIQUE

NOM :	Prénom :
Profession :	
Rue :	n° boîte
Code postal :	Commune :
% :	Fax : E-mail :@.....

Cadre B. — PERSONNE MORALE

Dénomination ou raison sociale :	
Forme juridique :	
Adresse du siège social	
Rue :	n° boîte
Code postal :	Commune :
% :	Fax : E-mail :@.....
Personne dûment habilitée à représenter la personne morale	
NOM :	Prénom :
Qualité :	

2. Objet et références de l'acte attaqué

Quotas octroyés (PNA) (*)

Vérification des émissions de gaz à effet de serre déclarées (*)

Vérification des émissions de gaz à effet de serre absence d'émissions déclarées

Agrément en qualité de vérificateur des émissions

Nature de la décision (**):

octroi refus retrait suspension absence de décision (agrément)

octroi refus retrait absence de décision (PNA)

modification d'octroi par rapport au PNA (allocation)

refus de la déclaration absence de réception de la déclaration absence de décision (déclaration)

Nature de l'établissement:

.....

.....

3. Moyens développés (liste non limitative)

3.1. EN DROIT

.....

.....

.....

.....

3.2. EN FAIT

.....

.....

.....

.....

4 ANNEXES JOINTES

..1)

..2)

..3)

..4)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 déterminant les modalités suivant lesquelles les recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Namur, le 12 janvier 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 342

[2006/200219]

12. JANUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen, insbesondere des Artikels 6, § 3;

Aufgrund des am 17. Oktober 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. November 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. Dezember 2005 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 39.489/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° beratende Kommission : die durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichtete beratende Kommission;

2° Dekret: das Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls.

Art. 2 - § 1. Unter Gefahr der Unzulässigkeit werden die Einsprüche mittels eines Formulars eingelegt, dessen Muster in der Beilage steht. Der Einspruch wird an den Sekretär der beratenden Kommission, an die Anschrift der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt gerichtet.

§ 2. Der Einspruch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Auskünfte:

1° Name, Vorname und Anschrift des Einsprucherhebers;

2° falls es sich bei dem Einsprucherheber um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihr Gesellschaftsname, ihre Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;

3° die Referenzen, der Gegenstand und das Datum des angefochtenen Beschlusses;

4° die gegen den angefochtenen Beschluss erörterten Mittel;

Art. 3 - Die Teilnahme an den Sitzungen der beratenden Kommission gibt Anrecht auf eine Anwesenheitsmarke, deren Betrag wie folgt festgelegt wird:

1° Vorsitzender: 115,20 Euro;

2° Mitglieder: 57,60 Euro.

Art. 4 - Dem Vorsitzenden und den Mitgliedern der beratenden Kommission werden die Fahrtkosten unter Einhaltung der folgenden Bedingungen zurückerstattet:

1° wer die öffentlichen Verkehrsmittel benutzt, erhält eine Rückerstattung, die auf der Grundlage der offiziellen Tarife berechnet wird;

2° wer sein Privatfahrzeug benutzt, erhält eine Kilometerentschädigung, die aufgrund des Tarifs berechnet wird, der gemäß der auf die Bediensteten der Stufe A4 der Wallonischen Region anwendbaren Regelung festgelegt wird.

Die Wallonische Region deckt nicht die Risiken, die sich aus der Benutzung eines Privatfahrzeugs ergeben.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Januar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage

Formular für das Einlegen eines Einspruchs bei der beratenden Kommission

Für die Verwaltung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vorbehaltener Rahmen	
Zuständige Behörde	
Versanddatum des Einspruchs	
Eingangsdatum des Einspruchs bei der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen	
NAP <input type="checkbox"/> jährliche Zuteilung <input type="checkbox"/> Zulassung <input type="checkbox"/> Berichterstattung <input type="checkbox"/>	
Referenzen	

Einspruchserheber:

.....

Angefochtener Beschluss (die Behörde angeben, die den Beschluss gefasst hat):

.....

Das Formular ist an folgende Anschrift zu richten:

Ministère de la Région wallonne

Cellule AIR

Division de la Prévention et des Autorisations

Avenue Prince de Liège 15 - 5100 Jambes

1. Personalien des Einspruchserhebers

Feld A. — NATURLICHE PERSON

NAME:	Vorname:
Beruf:	
Straße:	Nr Briefkasten
Postleitzahl:	Gemeinde:
%:	Fax: E-Mail:@.....

Feld B. — JURISTISCHE PERSON

Bezeichnung oder Gesellschaftsname:	
.....	
Rechtsform:	
Anschrift des Gesellschaftssitzes	
Straße:	Nr Briefkasten
Postleitzahl:	Gemeinde:
%:	Fax: E-Mail:@.....
Person, die ordnungsgemäß zur Vertretung der juristischen Person befugt ist	
NAME: ..	Vorname: ..
Eigenschaft:	

2. Gegenstand und Bezugsdaten der angefochtenen Akte

Zuteilte Quoten (NPA) (*)
Prüfung der angegebenen Gasemissionen mit Treibhauseffekt (*)
.....
Prüfung der Gasemissionen mit Treibhauseffekt - keine angegebenen Emissionen
.....
Zulassung als Emissionsprüfer
Art der Entscheidung (**):
<input type="checkbox"/> Gewährung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Entzug <input type="checkbox"/> Aufhebung <input type="checkbox"/> keine Entscheidung (Zulassungen)
<input type="checkbox"/> Gewährung <input type="checkbox"/> Ablehnung <input type="checkbox"/> Entzug <input type="checkbox"/> keine Entscheidung (NPA)
<input type="checkbox"/> Änderung der Gewährung im Vergleich mit der NPA (Zuteilung)
<input type="checkbox"/> Ablehnung der Berichterstattung <input type="checkbox"/> Berichterstattung nicht eingegangen <input type="checkbox"/> keine Entscheidung (Berichterstattung)
Art des Betriebs:
.....
.....

3. Eingesetzte Mittel (nicht erschöpfende Auflistung)

3.1. in rechtlicher Beziehung
.....
.....
.....
.....
3.2. IN TATSÄCHLICHER BEZIEHUNG
.....
.....
.....
.....

4 BEIGEFÜGTE ANLAGEN
..1)
..2)
..3)
..4)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 342

[2006/200219]

12 JANUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de modaliteiten voor het instellen van een beroep bij de adviescommissie voorzien bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op artikel 6, § 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 oktober 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 november 2005;

Gelet op het advies nr. 39.489/4 van de Raad van State, uitgebracht op 19 december 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder :

1° adviescommissie : de adviescommissie voorzien bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

2° decreet : het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Art. 2. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid moet voor elke zaak die bij de commissie aanhangig wordt gemaakt een formulier waarvan het model in de bijlage is opgenomen, worden ingevuld. Het beroep wordt gericht aan de secretaris van de adviescommissie op het adres van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

§ 2. Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens volgende inlichtingen :

1° naam, voornaam en adres van de verzoeker;

2° indien de verzoeker een rechtspersoon is, haar benaming of firmanaam, haar rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel en naam, voornaam, adres en hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te dienen;

3° referentie, voorwerp en datum van de omstreden beslissing;

4° de middelen van verweer tegen de omstreden beslissing.

Art. 3. Het bijwonen van de vergaderingen van de adviescommissie geeft recht op aanwezigheidsgeld tegen volgende bedragen :

1° voorzitter 115,20 euro;

2° leden : 57,60 euro.

Art. 3. De voorzitter en de leden van de adviescommissie krijgen hun reiskosten terugbetaald tegen volgende voorwaarden :

1° bij gebruik van het openbaar vervoer, op grond van de officiële tarieven;

2° bij gebruik van de personenwagen, op grond van een kilometervergoeding die bepaald wordt overeenkomstig het tarief vastgesteld bij de reglementering geldend voor de personeelsleden van het niveau A4 van het Waalse Gewest.

De risico's voor het gebruik van een personenwagen worden niet gedekt door het Waalse Gewest.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 januari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage

Formulier voor het indienen van een beroep bij de adviescommissie

Kader voorbehouden voor de administratieve diensten van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu	
Bevoegde overheid	
Datum waarop het beroep is verstuurd	
Datum waarop het beroep is ontvangen door de Directie Preventie en Machtigingen	
NPA <input type="checkbox"/> Jaarlijkse tegemoetkoming <input type="checkbox"/> Erkenning <input type="checkbox"/> Aangifte	
Refertes	

Verzoeker :

.....

Omstreden beslissing (overheid die beslissing trof vermelden) :

.....

Dit formulier terugsturen naar volgend adres :

Ministère de la Région wallonne (Ministerie van het Waalse Gewest)

Cellule AIR

Division de la Prévention et des Autorisations (Afdeling Preventie en Machtigingen)

Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes

1. Identificatie verzoekindieners

Kader A. — NATUURLIJKE PERSOON

NAAM :	Voornaam :
Beroep :	
Straat :	nr. bus
Postcode :	Gemeente :
% :	Fax : E-mail :@.....

Kader B. — RECHTSPERSOON

Benaming of firmanaam :
Rechtsvorm :
Adres maatschappelijke zetel	
Straat :	nr. bus
Postcode :	Gemeente :
% :	Fax : E-mail :@.....
Persoon die behoorlijk gemachtigd is om de rechtspersoon te vertegenwoordigen	
NAAM :	Voornaam :
Hoedanigheid :

2. Voorwerp en referenties van de omstreden handeling

(NPA) Toegekende quota (*)
Controle van de aangegeven broeikasgasemissies (*)
Controle van de aangegeven broeikasgasemissies/afwezigheid van emissies
Erkenning als persoon bevoegd voor de controle op de emissies
Aard van de beslissing (**)
<input type="checkbox"/> toekenning <input type="checkbox"/> weigering <input type="checkbox"/> opschorting <input type="checkbox"/> beslissing onbestaand (erkenningen)
<input type="checkbox"/> toekenning <input type="checkbox"/> weigering <input type="checkbox"/> intrekking <input type="checkbox"/> beslissing onbestaand (NPA)
<input type="checkbox"/> wijziging van de toekenning ten opzichte van NPA (tegemoetkoming)
<input type="checkbox"/> weigering van de aangifte <input type="checkbox"/> ontvangst van de aangifte onbestaand <input type="checkbox"/> beslissing onbestaand (aangifte)
Aard van de inrichting :
.....
.....

3. Verweermiddelen (lijst niet-beperkend)

3.1. IN RECHTE

.....

.....

.....

3.2. IN FEITE

.....

.....

.....

4 BIJLAGEN

..1)

..2)

..3)

..4)

.....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 tot bepaling van de modaliteiten voor het instellen van een beroep bij de adviescommissie voorzien bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een « Fonds wallon Kyoto » (Waal's Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

Namen, 12 januari 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN